

L'Institut français d'Athènes, fils spirituel de l'École française

Georges Milliex

Citer ce document / Cite this document :

Milliex Georges. L'Institut français d'Athènes, fils spirituel de l'École française. In: Bulletin de correspondance hellénique. Volume 120, livraison 1, 1996. pp. 69-82;

doi : <https://doi.org/10.3406/bch.1996.4588>

https://www.persee.fr/doc/bch_0007-4217_1996_num_120_1_4588

Fichier pdf généré le 18/08/2020

L'Institut français d'Athènes, fils spirituel de l'École française

En 1947 l'Institut français d'Athènes dédiait à l'École française d'Athènes, à l'occasion de son Centenaire, « en hommage filial », le double fascicule II-III de son *Bulletin analytique de Bibliographie hellénique* consacré à l'année bibliographique 1946. C'était marquer par là que, loin de ressembler à ces enfants trop vigoureux et ingrats qui battent leur nourrice, l'Institut créé par elle en 1907, l'école pupille, comme le nomme un des premiers rapports officiels, tout émancipé qu'il était en partie, depuis 1935, avant de l'être totalement en 1945, s'affirmait reconnaissant et fidèle à sa tutrice. Il n'oublie pas en effet qu'il doit l'existence à la judicieuse initiative d'un directeur de l'École française, mais aussi que, depuis ses débuts jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, les archéologues français et même étrangers (notamment M. Graindor, membre belge, qui y enseigna en 1915-1917) en furent les seuls enseignants, donnant à la jeune maison les premiers feux de son prestige. Par la suite encore leur concours ne lui fait jamais défaut avant, pendant, et même après la Seconde Guerre mondiale¹. Dans les archives de l'Institut, à l'année 1920, figure le texte d'une affiche ainsi rédigée : « M. le Professeur Parrain sera remplacé, à partir de mardi 11-24 février, par M. le Professeur Demangel, agrégé de l'Université ». Quelque 20 ans plus tard, le même Robert Demangel, nommé dans l'intervalle directeur de l'École, devait jouer un rôle décisif dans la survie de l'Institut, au cours des années noires.

Le rôle de l'Institut trouve du reste sa préfiguration dans les origines mêmes de l'École française, et certains des objectifs primitivement fixés à son activité. En effet l'article 4 de l'Ordonnance de fondation, du 11 septembre 1846, prévoyait que l'École française d'Athènes pourrait « ouvrir avec l'autorisation de sa Majesté le Roi de Grèce, des cours publics et gratuits de langue et littérature française et latine » et, dès 1848, les premiers « Athéniens » s'employaient à organiser des cours de français qui, s'ils ne furent pas couronnés de succès, constituèrent tout de même une pierre d'attente pour l'œuvre à venir. D'autre part, il semble que M. de Salvandy, alors ministre de l'Instruction Publique, ait songé un instant à faire de l'établissement français d'Athènes « un établissement où les meilleurs élèves de l'École Normale iraient apprendre à parler la langue des Hellènes » (*Moniteur* du 10 juin 1846), en attendant que le grec moderne puisse être enseigné « dans

les collèges royaux de France». De fait, avant même le remarquable néo-helléniste Louis Roussel, plus d'un archéologue de l'École — ainsi Wescher, Deville, Beaudouin — s'était intéressé à la civilisation néo-grecque, à ses dialectes, à son folklore. Cela aussi annonçait une des tâches futures de l'Institut. La mission propre de l'École étant d'étudier scientifiquement et de faire mieux connaître en France et dans le monde la Grèce du passé, de la préhistoire jusqu'au Moyen Âge, celle de l'Institut se définissait peu à peu, d'une part comme un effort pour faire mieux connaître en Grèce la civilisation française, d'autre part comme un rôle d'agent de liaison entre la France et la Grèce vivante, voulant contribuer, après les Fauriel, Deschamps, Legrand, Pernot, Mirambel, à une connaissance plus précise de l'hellénisme contemporain, de son existence linguistique et de ses valeurs spirituelles.

Ainsi la mission des archéologues de l'École française et celle des professeurs de l'Institut se compléteraient en un ensemble harmonieux, au point de rencontre de ces trois directions de travail franco-grec, distinctes mais convergentes.

Les premiers pas (1907-1925)

Dès 1902 le directeur de l'École française, alors Th. Homolle, avait demandé l'accord de principe du Gouvernement français pour la création à Athènes d'une « École laïque d'enseignement français » et l'attribution à cette œuvre du reliquat du legs Giffard. Le reliquat, s'élevant à 115 000 francs, fut accordé, par décret présidentiel du 29 mai 1903, pour l'acquisition d'un terrain, la construction et l'aménagement d'un local d'enseignement. En août 1904, quatre des cinq propriétés situées dans le quadrilatère où est installée l'École française d'Athènes furent acquises pour la somme totale de 120 876 drachmes soit 87 464,55 francs français. Les travaux de construction et d'aménagement exécutés en 1906 se sont élevés à la somme totale de 21 916 drachmes, soit 17 708,50 francs français. Un arrêt du ministre de l'Instruction Publique de Grèce, en date du 27 juillet 1907, autorise l'ouverture de l'École primaire française, dont les cours de perfectionnement, destinés aux élèves de 14 ans au moins, ayant déjà une connaissance suffisante de la langue, commencent le 1^{er} octobre de la même année. Une seule section, avec un seul maître et 6 heures de cours par semaine, fonctionne cette année-là, uniquement pour les garçons. Les droits de scolarité s'élèvent à 36 drachmes par an, payables en deux fois. En 1911 l'École a dû créer un second cours et a enregistré 145 inscriptions. Les jeunes filles viennent maintenant, et le directeur, Homolle, dans son rapport annuel célèbre les mérites de cette clientèle féminine : « Contrairement aux usages du pays, les jeunes filles ont demandé à partager l'enseignement avec les jeunes gens ; elles représentent un 1/3 environ, et la meilleure partie de nos effectifs, la mieux préparée, la plus ouverte d'esprit, la plus zélée ». Déjà, en 1911, le diplôme de l'École est considéré et recherché ; déjà les maîtres — ils s'appellent alors Courby et Paris, ce dernier tombé plus tard au

champ d'honneur — notent que les élèves grecs sont passionnés de grammaire, qu'ils sont intelligents et curieux, mais qu'ils manquent de méthode, d'ordre dans les idées, de précision dans le style et dans la composition. « Nos professeurs ont donc, écrit le rapport, à former les esprits en même temps qu'à enseigner notre langue ». Déjà le directeur trouve insuffisant le personnel, déjà enfin, en 1912, il songe à un projet de formation des professeurs de français. Autant de consignes et de préoccupations qui seront familières à ses successeurs et, sans le savoir, d'instinct, l'Institut, depuis 1925, travaille dans le sens prévu par ces grands pionniers. Autres constantes encore : pendant l'année 1912-1913, on a dû refuser des élèves faute de place. L'Institut ne comptait alors que deux salles de classe « d'un aspect un peu misérable », écrit Paris. « Penchant à la rhétorique », « propension au verbiage », note-t-il chez les élèves. Il envisage lui aussi la préparation au professorat de français, la création d'une sorte d'École Normale de professeurs, la préparation au baccalauréat : tout y est déjà des réalisations ultérieures ; il prévoit le même expédient auquel l'exiguïté des locaux a longtemps condamné l'Institut : une salle de conférences obtenue avec deux salles de classe séparées par une cloison mobile.

En 1915 l'école primaire au titre peu flatteur se transforme en Institut d'Études françaises. Le directeur qui, songeant aux « destinées prochaines » de l'établissement, demande ce changement de nom, ajoute cette remarque dont tout administrateur appréciera l'humour : « Cette réforme a du moins l'avantage de ne pas surcharger le chapitre des dépenses ». L'Institut nouvellement baptisé s'installe dans le bâtiment agrandi que son succès croissant, entre 1907 et 1914, a nécessité (80 inscriptions avaient été refusées en 1914, faute de place).

Le prestige de l'Institut est intact à la fin de la Première Guerre mondiale. Le journal français d'Athènes *Le Progrès*, dirigé alors par M. Brounaire, publie le 25 mai 1919 un article de M. Typaldo-Bassia sur l'enseignement du français en Grèce, où il est dit que les seules écoles où l'enseignement du français soit profitable sont les écoles des Sœurs de l'Apparition à Athènes et en province, les écoles religieuses des îles, pour les filles et, pour les garçons le Lycée Léonin, les cours mixtes de la Ligue franco-hellénique à Tripolis, Sparte et Jannina, l'œuvre de l'Alliance française, et enfin l'Institut supérieur d'Études françaises², rue Sina, à Athènes.

La même ligne y est suivie depuis le début : il ne s'agit pas d'enseigner la langue de façon pratique et utilitaire, mais à cette occasion de donner aux élèves une formation intellectuelle, de plonger les jeunes esprits grecs dans un bain de culture française. Dans le même journal plus haut cité, Pierre Lavedan écrit : « L'ambition du maître ne saurait se borner à apprendre à ses auditeurs l'art de demander une chambre dans un hôtel ou une cotelette dans un restaurant ». Voilà pourquoi il commence lui-même à l'Institut, en 1920, un cours public de civilisation et d'art français. Avec la même clairvoyance il note — fécond point de vue qui sera largement repris et appliqué par la future direction — que le but à atteindre est non pas de déraciner spirituellement la jeunesse grecque, en la tirant hors de sa culture nationale, mais de tendre au contraire à une synthèse harmonieuse des deux cultures. À l'exemple de l'Institut, déclare-t-il, le 21 décembre 1919, « tous les autres établissements

français en Grèce devraient être considérés comme des centres naturels de philhellénisme assurant en outre à leurs élèves le bénéfice direct d'une double culture intellectuelle». Et voilà Louis Roussel avec ses conférences savoureuses («pour les élèves une drachme, pour le public deux drachmes cinquante», annonce l'affiche) sur le Karagheuz de la Dexaméni, avec ses traductions de Drossinis, avec ses études sur Palamas, avec sa truculente revue linguistique et littéraire *Libre*, tout un ensemble de travaux néo-helléniques dont le directeur de l'École, en 1922, souligne le surcroît de prestige qu'ils valent à l'Institut.

Cependant les effectifs montent peu à peu et le recrutement des professeurs doit s'élargir. De 1915 à 1920, deux professeurs avaient enseigné à 150 élèves environ, pendant les trois dernières années de guerre, puis à 450 dès la guerre finie. Avant 1926 les effectifs resteront toujours un peu au-dessous de 500 élèves. La place manque de nouveau, et les chaises, cette plaie éternelle. On a conservé la formule que devaient signer les jeunes filles demandant à suivre comme auditrices une seconde série de cours. Elles devaient s'engager à ceci : «Je n'exigerai ni une place derrière une table ni même, si la salle se trouve trop petite, une place assise». Pour parer à la pénurie des maîtres, Charles Picard, directeur de l'École, recherche du renfort sur place, en plus des archéologues, et c'est ainsi qu'en 1922, Albert Roulant, ex-administrateur de théâtres parisiens et officier de la mission militaire française en Grèce, vient apporter son concours à Louis Roussel, entamant ainsi une carrière ininterrompue et exemplaire d'enseignant rue Sina, jusqu'à sa disparition en 1955, alors qu'il dirigeait l'Institut annexe du Pirée. L'enseignement n'est alors réparti que sur trois cours : 1^{ère} année, 2^e année, Cours supérieur, et jusqu'en 1924, les quatre professeurs qui y enseignent n'y donnent que 14 heures de cours par semaine au total. Enfin, le 5 janvier 1925, Octave Merlier arrive à Athènes et quelques mois plus tard est nommé professeur principal de l'Institut supérieur d'Études françaises, dont les progrès désormais vont suivre un rythme des plus rapides.

Vingt années de coexistence, 1925-1945

Le nouveau venu³, âgé de 27 ans, a passé deux ans plus tôt l'agrégation de grammaire et a enseigné au Lycée du Havre. Aspirant à un détachement de trois ou quatre ans en Grèce, il a suivi à la Sorbonne le cours de grec moderne d'Hubert Pernot qui l'a orienté vers la préparation d'une thèse linguistique sur l'Évangile de saint Jean. C'est là qu'il a rencontré la lectrice du professeur, Melpomène Logothéti, qui, née à Xanthi, a été élevée à Constantinople et qui, comme lui musicienne (pianiste), prépare une thèse de musicologie sur la chanson populaire grecque. Octave l'épouse à Paris le 17 novembre 1923.

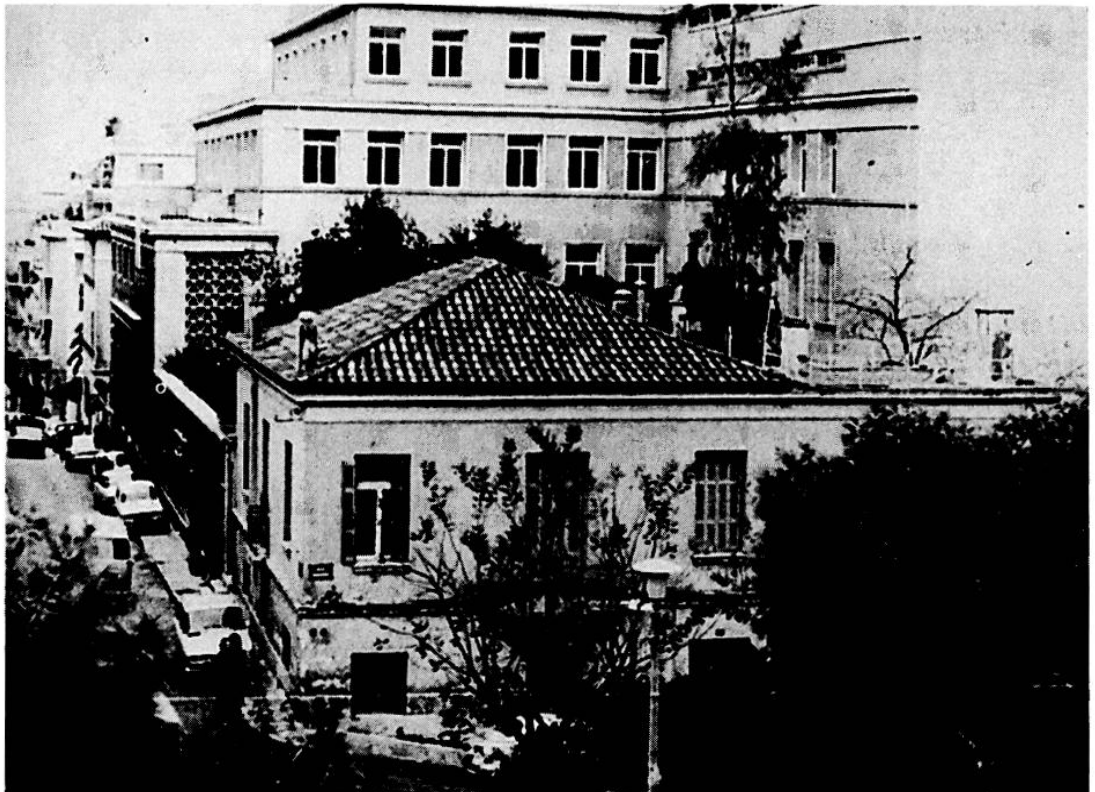
Le couple s'installe bientôt dans la maisonnette qu'est l'appartement de fonction, au coin de la rue Sina et de la rue Arachovis (actuellement rue Octave Merlier), au bout du jardin sur lequel donne l'Institut Giffard, comme on l'appelle encore, qui groupe alors

400 élèves dont 120 sont confiés au professeur principal, à raison de trois cours d'une heure et quart, contre un traitement de 1200 francs par mois, le franc valant environ trois drachmes. Mais la vie est chère à Athènes, quatre fois plus qu'à Paris dit-il, et il faut compléter le traitement avec des leçons particulières. Toutefois, grâce aux « arrangements » assurés par Ch. Picard — qui a versé 1500 francs pour le voyage — et notamment l'accueil du ménage aux repas de l'École, la situation sera convenable.

Professeur né et grammairien dans l'âme, Octave Merlier va s'attaquer sans retard tant au perfectionnement pédagogique qu'au développement numérique de l'enseignement du français.

Dès 1927 les heures de cours sont doublées, sur sa proposition et avec le concours au début bénévole de ses collaborateurs pour ce surcroît de travail : peu à peu, des seize heures hebdomadaires que dispensait l'Institut à son arrivée, on arrivera à 182 en 1939. De nouveaux enseignants ont été recrutés sur place dont Hélène Renvoyzé qui, sous la direction scientifique d'O. Merlier, publie le premier ouvrage d'enseignement édité par l'Institut, sous le titre « Méthode de prononciation française à l'usage des élèves grecs ». D'autres professeurs sont détachés de la métropole pour le Service des Œuvres du Ministère des Affaires Étrangères et le personnel enseignant, de cinq unités en 1926, passera à treize en 1939. À partir

Fig. 1. — La maison d'Octave Merlier, à l'angle des rues Sina et Arachovis.



de 1933, un de ces détachés, docteur ou agrégé, descend une fois par semaine la rue Sina pour donner à la Faculté des Lettres de l'Université d'Athènes un cours public de littérature française qui connaît le plus vif succès auprès de l'élite cultivée athénienne.

Sur ce plan proprement culturel, O. Merlier avait, dès son arrivée, payé de sa personne, ayant donné en 1925 à l'École, où ces manifestations, note-t-il, étaient « très courues », deux conférences publiques sur Alain-Fournier et sur son maître Alain. Dans l'intervalle, à Ch. Picard avait succédé Pierre Roussel, avec lequel l'animateur du Giffard avait d'amicales conversations, et le ménage Merlier était assidu aux réceptions de l'École qui, en 1927, se tenaient tous les samedis de 21 heures à 1 heure du matin. De même leur correspondance fait allusion à des visites fréquentes de membres de l'École, parmi lesquels notamment Henri Seyrig⁴ et André Mirambel qui enseigna à l'Institut, tout en préparant de 1925 à 1928 sa thèse sur le parler maniote méridional, avant de succéder à Jean Psichari dans la chaire de littérature byzantine et néo-hellénique, à l'École des Langues Orientales.

Quant à l'essaimage le plus sensible de l'enseignement du français en dehors de l'Institut, il est dû encore à une collaboration avec l'École, dans le cadre de l'Alliance française. Ce dernier organisme avait été fondé à Athènes, en 1899, grâce à l'initiative du comte Olivier d'Ormesson, Ministre de France, et au concours du directeur des cours, depuis 1907, l'enthousiaste Charles Spartalis. Partie d'une section unique installée au Varkakion, l'Alliance française comportait, en 1930, cinq sections, dont trois à Athènes même, une dans le faubourg de Kallithéa et une au Pirée, animées par trois professeurs.

En 1933, P. Roussel, en tant que président du Comité d'Athènes de l'Alliance française, confie à O. Merlier la direction technique de l'enseignement dans ses sections des quartiers et faubourgs et bientôt des villes de province, installées dans les locaux d'établissements primaires et secondaires prêtés gracieusement par le Ministère hellénique de l'Instruction Publique. Le succès de ces écoles est immédiat et rapide, car les demandes sont pressantes de la part des familles et des localités : de 600 élèves en 1933, avec 17 professeurs et 90 heures de cours, leurs effectifs montent en flèche à 1500 en 1935 et atteignent presque 2000 au début de la Seconde Guerre mondiale, avec 34 professeurs donnant 447 heures d'enseignement dans 37 sections, dont 28 dans la région d'Athènes et 9 en province : Chalcis, Livadia, Éleusis, Mégara, Tripolis, Sparte, Thèbes, Lamia et Volo.

Dans l'intervalle, à partir de la rentrée 1935, O. Merlier a obtenu la responsabilité entière de la direction pédagogique et culturelle de l'Institut et il en est nommé administrateur en 1938. Désormais c'est directement à l'Institut que Paris envoie des conférenciers français, dont l'inoubliable Henri Guillemin. Toutefois la maison ne jouit pas encore de l'autonomie financière et c'est par exemple l'agent comptable de l'École française qui verse aux professeurs leur traitement mensuel.

Dès son arrivée à Athènes, O. Merlier avait constaté la médiocrité de l'enseignement du français, alors unique langue étrangère obligatoire, dans les établissements sco-

lares officiels où il était donné souvent par des enseignants non qualifiés, et il en avait même éprouvé « du chagrin ». Des intellectuels amis devant lesquels il s'en était plaint amèrement le pressèrent alors de préparer un projet de loi sur la formation des professeurs grecs de français. Après une longue élaboration, il obtient en 1929-1930 du gouvernement hellénique, dans la personne du ministre de l'Instruction Publique Georges Papandréou, le vote de la loi n° 4595 créant à l'Institut « le Cours spécial de préparation au Professorat de Français », où, conjointement en principe avec l'Université d'Athènes, seront formés les futurs enseignants hellènes. Il y enseignera lui-même pendant plusieurs années la grammaire, ayant ainsi posé sur la pyramide des cours de l'Institut sa pointe finale, son véritable fleuron.

Il a par ailleurs déjà bien « entamé » sa carrière d'helléniste et plus particulièrement de néo-helléniste. Dès l'été 25, passant ses vacances à Myconos, conquis par l'accueillante humanité des insulaires, il s'intéresse de près à leurs églises et à leurs archives et conclut dans une lettre à ses sœurs : « Est-ce que la Grèce moderne ne mérite pas qu'on l'étudie ? ».

Il a été sur le champ prié par le directeur Ch. Picard de traduire le Guide du Musée byzantin d'Athènes, ce qui lui a permis de remonter un peu plus haut dans le temps (la traduction paraîtra à Athènes en 1932). Son professeur Pernot lui demande quelques pages sur « Athènes moderne », ce qui sera le titre d'un premier petit volume publié aux *Belles Lettres* en 1930, cependant que la même année son premier travail linguistique, « Une note sur le Quatrième Évangile », paraît dans le *BCH*, qui accueillera l'année suivante à nouveau sa signature au bas d'une étude originale de grammaire sur le remplacement du datif par le génitif en grec moderne.

1934 est l'année de l'illustration par O. Merlier du grand prosateur Alexandre Papadiamandis sous le titre *Skiathos, île grecque* qui, après une assez longue étude sur la vie, l'œuvre et la langue de l'auteur, présente en traduction sept de ses nouvelles les plus caractéristiques. La même année, à Athènes, O. Merlier apporte au public lettré grec la révélation de plus de 185 lettres inédites de l'écrivain. C'est également le tour du poète national Costis Palamas, dont il traduit plusieurs poèmes en 1934 et 1937 dans la *Revue des Balkans* et *L'Hellénisme contemporain*. Par ailleurs, un tableau d'ensemble de la Grèce de 1934 est brossé par lui dans la *Revue de Paris* de la même année.

Toute cette ferveur pour les créations de la Grèce moderne s'allie fort bien avec un patriotisme bien compris. Lorsque mon camarade Fonvieille-Alquier et moi-même arrivons à l'Institut, en novembre 1936, frais émoulus de la faculté, notre « patron », comme nous l'appellerons plus tard, nous confie la philosophie de son action en termes fort simples et décisifs : « Si nous voulons faire aimer la France en Grèce, il faut que nous-mêmes nous aimions la Grèce ». Ce programme fondé sur la réciprocité constitue alors une véritable hérésie en haut lieu, où règne et régnera longtemps encore une conception exclusivement franco-française de l'action culturelle à l'étranger. O. Merlier aura été le prophète de l'idée des échanges avec le pays d'accueil qui — Dieu merci ! — a fini par préva-

loir ces dernières années. Appelé à collaborer à l'accord culturel franco-hellénique de 1938, qui a suivi la visite officielle au printemps 1937, il ne manquera pas d'y faire figurer ces engagements réciproques et notamment l'article VI, qui préconise les traductions des œuvres littéraires et scientifiques dans la langue des deux pays. O. Merlier va même encore plus loin, puisqu'il offre à son ami, le grand linguiste Manolis Triandaphillidis, qu'il appelle le Brunot grec, la tribune de l'Institut pour y donner, directement en grec, un cours public sur la langue néo-hellénique.

Le voici maintenant à un tournant de sa carrière lorsque, en 1938, Hubert Pernot, qui prend sa retraite, désigne son ancien étudiant pour lui succéder à la Sorbonne. La proposition est tentante à tous points de vue — rayonnement plus direct de la Grèce moderne, à partir de Paris et aussi, sur le plan affectif, retrouvailles avec sa famille française à laquelle il demeure très attaché — mais par ailleurs son œuvre à Athènes est en plein épanouissement, il y jouit de l'estime et de l'amitié de très nombreux Grecs, notamment de l'élite intellectuelle et de personnalités politiques de premier plan qu'il accueille sans arrêt, à table ouverte, au 31 de la rue Sina. Finalement ce sont ses propres sœurs qui, ne voulant que son bonheur, l'incitent à demeurer en Grèce, où, trente-deux années durant au total, son enthousiasme soutenu et ses incessantes initiatives, sur tous les plans, auront dressé une arche unique de spiritualité et d'amitié entre les deux pays.

En septembre 1939, le lieutenant de réserve O. Merlier est mobilisé sur place, sous les ordres de l'attaché militaire. Avec un membre de l'École et l'un de ses proches collaborateurs, il s'attache à rédiger chaque jour un bulletin de presse particulièrement attentif au mouvement de la flotte marchande de la Grèce, demeurée neutre, de 1939 à 1940, dans le conflit, mais dont on peut penser à juste titre que certains bâtiments desservent l'approvisionnement de l'Allemagne. Toutefois il insiste de façon très pressante auprès du ministre de France Maugras pour que l'Institut ne soit pas réquisitionné et utilisé pour des services de renseignements militaires et qu'il continue sa pure mission d'enseignement, et il obtient gain de cause. Ainsi l'année scolaire 1939-1940 se déroule normalement et dans un climat de chaude francophilie de la part des étudiants. À cette étape du mouvement ascendant des effectifs déjà constaté au cours des années précédentes, c'est à peu près à 3 500 élèves, y compris ceux des écoles de l'Alliance, que, à Athènes et en province, un personnel de 47 professeurs français et grecs dispense notre langue et notre culture, au cours de 629 heures hebdomadaires d'enseignement.

Quarante-huit heures avant l'armistice de juin 1940, O. Merlier rédige et fait adopter par un certain nombre de Français d'Athènes un télégramme adressé au maréchal Pétain le suppliant de ne point signer un accord susceptible d'entraîner le déshonneur et de consacrer la déchéance de la France. Rappelant qu'en 480 av. J.-C. la flotte grecque, à Salamine, avait sauvé la civilisation, il exprime le vœu que la flotte française continue le combat. L'armistice signé, O. Merlier, en réponse à l'appel du Général de Gaulle, lui télégraphie l'assurance de son total dévouement.

Cette prise de position, si elle doit lui valoir l'inimitié des Français vichystes d'Athènes, a un heureux effet sur les rapports entre l'École et l'Institut, rapports qui, dans les années 1935, s'étaient quelque peu tendus, au niveau des directions des deux établissements, l'ancien et le nouveau, pour des motifs, semble-t-il, personnels et probablement idéologiques, le ménage Merlier ayant épousé d'enthousiasme la cause du Front Populaire et manifesté sa sympathie au ministre de l'Éducation Nationale Jean Zay⁵ au cours de sa visite officielle, à Athènes, au printemps 1937, lors des cérémonies du Centenaire de l'Université d'Athènes. Suspect également l'encouragement que la direction de l'Institut et plusieurs de ses collaborateurs apportaient à la récente « Union franco-hellénique des Jeunes », qui recrutait tacitement dans la jeunesse démocratique, donc opposée au régime de la dictature du général Métaxas (1936-1940). Certes, la fermeture symbolique, en 1935, d'une petite porte qui, au terme de quelques marches d'escalier dans le jardin de l'École, ouvrait directement sur « Le Giffard », n'avait pas arrêté les rencontres entre membres de l'École et jeunes enseignants de l'Institut. Et le ménage Merlier recevait fréquemment Fernand Chauthier, qui venait avec lyrisme commenter les fouilles de Malia et notamment la découverte de la fameuse épée d'apparat. C'est néanmoins la foi commune dans le message gaullois de résistance qui rapproche de façon décisive les deux directeurs, au point que, certain jour, O. Merlier prendra la défense de R. Demangel, au cours d'une scène extrêmement violente entre le directeur de l'École et l'attaché militaire.

Dans l'intervalle, la Grèce, sans l'avoir en rien provoqué, est entrée dans le conflit, depuis le 28 octobre où elle a été brutalement attaquée en Épire par l'armée italienne occupant l'Albanie. Péremptoires, des vichystes d'Athènes affirment dans le bureau d'O. Merlier : « Dans 36 heures Mussolini sera à Athènes »... On a bientôt su que le dictateur ne devait jamais y mettre les pieds, ses troupes, six mois durant, ayant été ignominieusement refoulées par la petite armée grecque et menacées d'être jetées à la mer Adriatique.

O. Merlier adresse alors au président Metaxas un message vibrant d'admiration et de solidarité, auquel il joint un don de 10 000 drachmes, et il fait hisser à l'Institut les deux drapeaux, français et grec, comme il le fera à chaque victoire grecque, sur le front d'Albanie, au cours de ce glorieux hiver 1940-1941. Le ministre Maugras, effrayé par cette audacieuse prise de position philhellène, parle de « fosse aux lions » dans laquelle s'est jeté lui-même l'ami directeur.

Au 27 de la rue Sina les cours ont été arrêtés, le gouvernement grec, encore neutre à l'égard de l'Allemagne, ayant pris la même mesure générale visant en fait, semble-t-il, l'Académie allemande fonctionnant au coin de la rue Sina et de la rue Didot et soupçonnée d'être une officine de renseignements, de fermer tous les établissements étrangers, et ayant interdit par ailleurs tout rassemblement supérieur à cinq personnes. O. Merlier tourne la difficulté et organise, en ville, des groupes de cinq étudiants qu'un professeur de l'Institut visite une fois par semaine au domicile d'un d'entre eux. Ils seront ainsi 500 à ne pas perdre complètement contact avec la maison centrale.

Par ailleurs, le 30 novembre, O. Merlier reçoit la visite du professeur Wiet, délégué au Caire du général Catroux, qui lui demande de constituer et de diriger un « Comité de la France libre » à Athènes. Finalement, il est décidé que la présidence du Comité sera confiée à un autre Français d'Athènes, Alexandre Tufferi, O. Merlier étant le représentant secret du Général de Gaulle avec lequel il pourra communiquer directement par code secret. Il usera de cette possibilité, tant pour adresser à la BBC, pour l'émission « Les Français parlent aux Français », des communiqués sur la résistance grecque, que pour solliciter de l'aide matérielle et même militaire en faveur de l'armée grecque, établissant aussi des contacts avec les gaullistes de Belgrade et, plus tard, avec l'état-major yougoslave.

C'est alors, le 6 avril 1941, l'attaque allemande contre la Grèce, rapidement suivie, après une brève mais héroïque résistance en Grèce du Nord, par l'entrée de la Wehrmacht à Athènes le 27 avril. O. Merlier a juste le temps de détruire tous ses papiers secrets, notamment les doubles de ses télégrammes chiffrés et de ses lettres, lorsque la Gestapo l'arrête le 29 et l'incarcère dans une cellule de la prison Averoff d'où il est libéré, après cinq jours de détention, grâce à une intervention du grand ami du ménage Monseigneur Chryssanthos, ex-Métropolitain de Trébizonde, Archevêque d'Athènes et de toute la Grèce. L'attaché culturel allemand Boehringer rend visite à O. Merlier, lui faisant ses excuses pour son arrestation. Dans l'intervalle, un ordre de réquisition du bâtiment de l'Institut avait été déjà remis au directeur par les autorités militaires allemandes. O. Merlier profite de la visite de courtoisie de son interlocuteur de l'ambassade pour faire lever cet ordre et il obtient un papier officiel protégeant non seulement l'Institut, mais aussi l'École française contre toute réquisition. Le 4 juillet, Boehringer lui annonce que sa demande de libre fonctionnement de toutes les écoles françaises de Grèce — cinquante au total : Alliances, Écoles religieuses — est agréée. Ainsi la présence culturelle française en Grèce est-elle maintenue intégralement.

Mais le vainqueur de cette importante bataille va bientôt être corporellement arraché à la continuation de son œuvre. Le 25 juillet 1941, le lendemain du rappel à Vichy du ministre Maugras, un télégramme de l'amiral Darlan, secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, convoque O. Merlier à Vichy et il est pratiquement « enlevé » dans un petit avion militaire qui le dépose à Vichy, où il attend en vain une convocation de l'amiral. Ce dernier l'a remis à la disposition de l'Éducation Nationale, décision « devenue nécessaire en raison de l'attitude politique manifestée en Grèce par M. Merlier ». Ayant été arrêté par la police, le 27 août, encadré par deux gendarmes, il est conduit à Aurillac (Cantal) et tenu en résidence forcée. Malgré les démarches qu'il multipliera jusqu'en 1942 auprès des différentes instances pour être autorisé à rentrer en Grèce, O. Merlier demeurera en France pendant toute l'Occupation et il ne sera à nouveau à Athènes qu'en juillet 1945. Dans l'intervalle, il a pu obtenir du Service des Œuvres que la direction intérimaire de l'Institut soit confiée au directeur de l'École française, R. Demangel, assisté pour la direction des cours du signataire de ce texte.

L'Institut français sous la direction de Robert Demangel, 1941-1945

Ayant été son collaborateur direct et quotidien pendant ces années historiques, je tiens à rendre ici un chaleureux hommage personnel à la noble mémoire du directeur R. Demangel. Il avait assumé le rôle le plus ingrat de la direction de l'Institut, à savoir le problème budgétaire devenu particulièrement aigu, du fait de la vertigineuse inflation subie par la drachme, au moment où sévissait l'apocalyptique famine de 1941-1942 et au-delà une constante disette, et il parvint à jouer ce rôle avec tout à la fois vigilance, efficacité et humanité. Sa sollicitude s'étendait à tous les cas difficiles. Dans un rapport du 27 mars 1942 à la direction du Service des Œuvres, où il signale par ailleurs « le succès sans précédent de l'établissement », on le voit se préoccuper de la situation des professeurs habitant la ville et devant se rendre à pied à l'Institut, vu l'interruption alors de tout moyen de locomotion, et prévoir pour eux, en puisant dans les crédits spéciaux, une indemnité de logement proportionnelle à leur situation familiale. Il n'oublie pas les plus faibles économiquement : le même rapport signale la mesure qu'il a prise pour soulager partiellement la sous-alimentation du petit personnel grec adjoint et de service, privé des ressources du marché noir : ils ont accès à la cantine (syssition) créée à l'École française grâce aux vivres délivrés gratuitement par la Croix rouge internationale auprès de laquelle il représente la colonie française. En effet, après la fermeture de la Légation et le départ au printemps 1942 du baron de Maricourt, chargé d'Affaires, R. Demangel est le premier Français auprès des autorités de fait et auprès de la Légation de Suisse qui gère les intérêts français. Cette constante sollicitude est d'autant plus méritoire que s'y ajoute l'épreuve personnelle de la solitude familiale ; les siens sont demeurés en France, à Montpellier, où Mme Demangel mène courageusement son action résistante, cachant des Juifs sous son toit⁶, avant de monter plus tard au maquis.

Quant à la marche de l'Institut, le directeur, qui me prodigue ses encouragements et son épaulage moral, m'y laisse par ailleurs la plus large liberté d'initiative, tant sur le plan des cours que sur celui des activités culturelles. Et il sait tout au moins fermer les yeux sur des actions plus confidentielles... D'une façon plus générale, les deux maisons maintenant n'en font plus qu'une. La jeunesse aidant de part et d'autre, les échanges amicaux sont fréquents entre la rue Didot et la rue Sina, la fameuse porte de la guerre et de la paix demeurant ouverte en permanence. Les excellents rapports vont jusqu'à la collaboration. Deux agrégés des lettres rentrés en France n'ayant pu être remplacés, Pierre Amandry, Henri Metzger et Roland Martin (les Dioscures de l'École) acceptent volontiers d'assurer bénévolement au Cours Spécial chacun un cours de littérature française. P. Amandry y rencontrera sa future épouse, Angélique (Loula) Pavlidi, qui fera plus tard de précieuses recherches sur des aspects peu connus du philhellénisme français. Collaboration aussi sur le plan philanthropique, lorsqu'en décembre 1943, deux professeurs de l'Institut s'associent aux membres de l'École pour monter une représentation théâtrale au profit d'une crèche d'enfants grecs défavorisés.

Un bref bilan des années d'occupation fait apparaître tout d'abord l'impressionnante et significative montée des effectifs à l'Institut. La meilleure année jusque-là, nous l'avons noté, avait été l'année 1939-1940 avec 1500 inscriptions. On comparera ce chiffre avec les chiffres ci-dessous : 1941-1942 : 2342 inscriptions ; 1942-1943 : 3749 inscriptions ; 1943-1944 : 3664 inscriptions. À chaque rentrée on refuse des élèves. On faisait queue pour s'inscrire et la queue, débordant dans la rue Sina, redescendait insolemment jusqu'au niveau de l'Académie allemande, à peu près désertée. Les rares survivants de cette époque se rappellent les salles archi-combles, élèves debout, d'autres suivant de l'extérieur, postés aux fenêtres, ainsi que l'étranger et ingénieur spéculateur qui, à la rentrée de 1943, fabriqua frauduleusement des demandes d'inscription copiées sur les demandes réglementaires, et les vendit au marché noir à des candidats retardataires arrêtés par le *numerus clausus*. Il y eut aussi le cas devenu légendaire de l'élève venant à pied de Maroussi, à 15 km d'Athènes, au cœur de l'hiver de famine, et régulièrement présente à son cours à 8 heures du matin. Il fallut en 1943 créer un Institut-Annexe avec un petit groupe de professeurs grecs qualifiés pour recueillir une partie du trop-plein du bâtiment central, notamment les élèves au-dessous de 17 ans. Faute de livres, les élèves durent travailler sur des extraits de livres photocopiés, et leurs maîtres des deux premiers cours profitèrent de ces difficultés pour composer des livres spécialement adaptés aux besoins de l'élève grec adulte.

L'Institut français fut pendant la guerre le seul établissement culturel ouvert sans arrêt à la jeunesse et à l'élite intellectuelle grecque, qui se pressaient, complices et narquoises, dans ce petit enclos français, étroite plate-forme de liberté toute encerclée par les établissements culturels, confessionnels et militaires de l'occupant. (Une sentinelle allemande faisait jour et nuit les cent pas sur le trottoir de la rue Sina, sous l'appartement de fonction). Ses conférences, ses cours publics de littérature, d'histoire de l'art, d'histoire, de géographie, ses concerts de musique française et grecque y attirèrent des auditeurs nombreux et fervents comme jamais, qui, selon l'image d'un des fidèles de l'Institut, le poète grec Papatsonis, traducteur de Claudel, s'y réunissaient alors comme les premiers chrétiens dans les catacombes. Même impression encore lorsqu'en 1943 *Le silence de la mer* de Vercors ou *À travers le désastre* de Jacques Maritain, rapportés de France par nos soins, étaient révélés en petit comité à quelques amis, puis faisaient, sous le manteau, le tour d'Athènes. Sur la demande du grand poète Sikelianos qui avait été l'un des tout premiers auditeurs, une version grecque du *Silence de la mer* fut établie par Tatiana Gritsi-Milliex et circula dans Athènes, parallèlement à l'original, avant d'être éditée, à la Libération, en 1945.

Avec les faibles moyens d'information dont il disposait, l'Institut français continuait à maintenir en contact avec la France spirituelle les amis grecs de notre culture, notamment par le mince fil d'un bulletin ronéotypé sur la vie intellectuelle en France, qui tira bientôt à 600 exemplaires et dont un étudiant grec, le futur professeur d'université Georges Coumandos, voulut bien dire à la radio, en 1945, dans une émission consacrée à l'Institut et intitulée « Lumière française pendant les années d'occupation », qu'il avait pour les lecteurs grecs « la même valeur morale et encourageante que toutes les feuilles clandestines de la résistance ».

Par ailleurs l'Institut français seconda la jeunesse grecque dans son effort exaltant des valeurs spirituelles nationales en organisant — alors que l'Université d'Athènes était fermée — des cours de littérature néo-hellénique confiés à Mme Antoniadès, ex-professeur à l'Université de Leyden, des rencontres-conversations entre les étudiants du Cours spécial et quelques-uns des meilleurs écrivains de la Grèce moderne — dont entr'autres le poète Odysseas Élytis, futur Prix Nobel —, des commémorations littéraires comme à l'occasion de la mort, le 27 février 1943, du poète national Costis Palamas. Fit date la lecture, en présence du poète Sikélianos, de la traduction de son grand poème « ΜΗΤΗΡ ΘΕΟΥ » — MATER DEI établie par Robert Levesque. Enfin, l'Institut s'est efforcé d'entretenir les amitiés franco-grecques par le concours philanthropique le plus varié qu'il apporta à la Grèce souffrante: aide aux mutilés de la campagne 1940-1941, aux sinistrés du bombardement du Pirée (1941), à la Croix Rouge hellénique, aux étudiants indigents, à la jeunesse sous-alimentée. Le lendemain de Noël 1943, une telle manifestation fut présidée avec éclat, à l'Institut même, par Mgr Damaskinos, archevêque d'Athènes et de toute la Grèce.

Exemplaire fut l'attitude des professeurs français et grecs pendant ces terribles années. Soutenus sur place, nous l'avons dit, par R. Demangel, à distance, par les encouragements écrits incessants d'O. Merlier, les uns et les autres opposèrent à la faim, au froid, à l'absence de moyens de communication, au désespoir et à la terreur, la même dignité, la même ténacité, la même volonté de tenir et de maintenir. On vit le doyen de la Mission universitaire Albert Roulant cheminant trois quarts d'heure durant, par tous les temps, pour venir à l'Institut, et un professeur de l'Alliance qui descendait à pied régulièrement d'Athènes au Phalère pour y donner son cours; une autre, transformant en école, faute de local, son propre appartement, et y réunissant jusqu'à 200 élèves au total.

C'est grâce à tous ces courageux collaborateurs, français et grecs, du temps de l'épreuve que l'Institut et les écoles de l'Alliance purent à la Libération repartir non pas amoindris mais au contraire largement développés par les années de guerre. En effet, le succès miraculeux de l'Institut pendant les années d'occupation s'est confirmé après la Libération (octobre 1944 pour Athènes). La guerre civile, entamée en décembre 1944, ne l'a affecté que légèrement: 3000 inscriptions environ rue Sina et 2000 dans les écoles de l'Alliance.

Le 4 juillet 1945, O. Merlier, désormais docteur ès Lettres et fort de son active participation à la Résistance nationale dans le Cantal, parvient enfin à rentrer de ce qui fut pour lui un long exil. L'Institut a obtenu maintenant sa pleine autonomie à l'égard de l'École française. Et commence la seconde et glorieuse époque Merlier (1945-1961), avec ses multiples et foisonnantes créations: rattachement organique de l'Alliance à l'Institut (32 écoles annexes dont 20 en province avec 12 500 élèves); collection d'ouvrages scolaires, six congrès de l'Enseignement du français, lancement du *Bulletin analytique de Bibliographie hellénique* dirigé par Néoclis Coutouzis (15 volumes parus depuis 1945) et de la riche *Collection de l'Institut Français d'Athènes*, couvrant, dans les deux langues, un

vaste domaine de littérature, d'histoire, de géographie locale, d'ethnographie, de folklore musical, de création artistique grecque contemporaine ; envoi massif en France, au titre de l'année universitaire 1945-1946, de 156 boursiers grecs de près de trente spécialités différentes et dont plus d'un honorera brillamment les deux pays ; grandes expositions franco-grecques (dont la monumentale exposition Solomos de 1957) ; Centre d'Études d'Asie Mineure installé rue Sina et animé par Melpomène Merlier ; 130 publications franco-grecques au total imprimées sur les presses de l'Institut...

Mais l'œuvre, ainsi résumée de façon panoramique, de l'Institut français pleinement émancipé d'après-guerre est une autre histoire...

Roger MILLIEX⁷

1 Tel Jean Bousquet qui assura, une année durant, à la Faculté des Lettres, le cours public de littérature française dont il sera question plus loin, traitant de la présence de la Grèce dans les lettres françaises.

2 Très longtemps, dans l'opinion publique athénienne, l'Institut a été couramment désigné sous le titre flatteur d'«Académie française» (Γαλλική Ακαδημία).

3 De nombreuses précisions sur cette période ont été empruntées à l'importante biographie *Octave Merlier. Un grand Français, un ami de la Grèce* (1983), publiée aux Belles Lettres par sa sœur Octavie MERLIER. Cet ouvrage comporte de larges extraits des lettres adressées régulièrement par O. Merlier à ses sœurs bien aimées.

Quelques erreurs et confusions se sont glissées dans la partie relative aux années d'occupation.

4 Nommé secrétaire général de l'EFA début 1928, il se verra confier à l'automne 1929 la direction générale des Antiquités de Syrie et du Liban.

5 Dans son journal de cellule, le ministre captif et futur martyr, pendant l'hiver de la famine athénienne (1941-1942), à la date du 5 mars 1942, ayant évoqué l'éblouissant voyage de 1937, se demande avec angoisse : «Que sont devenus ces écoles, ces collèges, ce lycée ? Comment auront vécu l'École d'Athènes et l'Institut Supérieur ? Comment subsistent nos maîtres restés là-bas ?... On meurt de faim

au pied de l'Acropole.» (cité dans *Hommage à la Grèce 1940-1944. Textes et témoignages français recueillis et présentés par Roger Millieux* [1979], p. 59).

6 Au cours du voyage assez mouvementé que nous avons pu réaliser dans le Midi de la France, entre août et décembre 1942, nous avons pu voir, à Montpellier, les chambres occupées par des victimes des persécutions antisémites, hôtes de Mme Demangel.

7 Ancien professeur détaché à partir de 1936 à l'Institut français d'Athènes, puis, de 1940 à 1959, chargé de la direction des Études (Institut et Annexes).